

Le SCFP – Un bilan positif



**Le présent numéro du rapport Le SCFP –
Un bilan positif rend compte du travail accompli
par le SCFP et ses membres en 2009.**

Table des matières

L'union fait la force	1
Les services doivent rester publics	2
Le SCFP grandit	7
Quelques chiffres au SCFP en 2009	10
Négocier quand les temps sont durs	12
Action politique	17
Vers l'avenir	21
Les membres du Conseil exécutif national	21



SCFP / *Syndicat canadien de la fonction publique*

Le SCFP – Un bilan positif est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boul. Saint-Laurent, Ottawa, ON, K1G 0Z7.

© SCFP 2010.

Ce rapport est aussi accessible en ligne à SCFP.ca.

Imprimé sur du papier recyclé après consommation sans chlore à 25 %, certifié par le Forest Stewardship Council.

Photos : Doreen Beath, p. 14 (à gauche); Pam Beattie, p. 20; Joshua Berson, p. 19 (à gauche), p. 21 (en bas); Murray Bush, p.13 (en haut, à droite); Pat Daly, p. 4 (en bas); Louise Firlotte, page couverture (en bas, à droite); Matthew Firth, p. 21 (en haut); Lise Gauvreau, p. 16; Dylan Martin Gold, p. 19 (en haut, à droite); Don Jedlic, cette page (en bas); Jimmy Jeong, p. 5 (en bas, à gauche), p. 7, p. 8; Harry Knott, page couverture (en haut, à droite); Jody Lamb, cette page (en haut); Robert Lamoureux, page couverture (à droite, 3^e à partir du haut); Dennis Lewycky, page couverture (à droite, 4^e à partir du haut); Marilyn Mikkelsen, page couverture (à droite, 2^e à partir du haut), p. 6; Don Moran, p. 18; Roseanne Moran, p. 17; André Périard, p. 4 (en haut), p. 9, p. 13 (en haut à gauche et en bas); Christina Riley, p. 15; Danielle Savoie, p. 2, p. 5 (en bas, à droite); Beth Smillie, p. 19 (en bas, à droite); Janet Szliske, p. 3; Luc Tittley, page couverture (à gauche), p. 14 (à droite); Ed White, p. 5 (en haut).

ISSN 1916-5110



L'union fait la force

Au SCFP, toutes les années de congrès sont des années spéciales, et 2009 n'a pas fait exception à la règle. Cette année, en plus de vivre l'un des congrès les plus productifs de son histoire, le SCFP a poursuivi sa croissance et franchi la barre des 600 000 membres, un jalon très important pour le syndicat, surtout dans le contexte économique actuel. Cette croissance continue souligne l'importance des services publics et le rôle clé joué par nos membres dans la prestation de ces services et dans le maintien de la stabilité économique du pays.

Le rapport *Le SCFP – Un bilan positif de 2009* propose de nombreux récits sur les collectivités que servent les membres du SCFP et présente quelques statistiques importantes sur ses victoires marquantes.

D'un bout à l'autre du Canada, les membres du SCFP ont travaillé en étroite collaboration avec le personnel du syndicat à défendre l'équité salariale et d'autres enjeux liés à l'égalité, tout en protégeant leurs conventions collectives contre les concessions. Les gains durement acquis ne sont pas toujours faciles à protéger. Mais des milliers de membres ont réussi à conserver ces gains par la négociation et, au besoin, en recourant aux piquets de grève ou à des moyens d'action particuliers. L'année 2009 a aussi été marquée par de très grandes victoires de négociation. Au Québec, les répondants médicaux d'urgence ont obtenu de bonnes hausses salariales correctives ainsi que la reconnaissance longtemps souhaitée de la difficulté de leurs conditions de travail. Les membres des bibliothèques publiques de Toronto ont pour leur part remporté des gains historiques en matière de congés de grossesse et de congés parentaux et des avantages sociaux plus équitables pour les travailleurs à temps partiel. En outre, après 25 années d'efforts, l'exclusion des travailleurs « occasionnels » de la protection syndicale a pris fin au Nouveau-Brunswick.

La solidité de l'avenir financier du SCFP est demeurée un thème tout au long de l'année et le syndicat a investi dans des terrains et des édifices partout au pays pour loger son personnel et mener ses activités. Une visite virtuelle du siège national du SCFP à Ottawa a été lancée sur SCFP.ca en février 2010. L'édifice LEED or n'est qu'un exemple de l'engagement constant du SCFP à investir tant dans ses membres que dans un avenir plus vert.

Les édifices écologiques du SCFP, tout comme le mieux-être de ses membres, représentent l'engagement du syndicat à l'égard des collectivités canadiennes. Offrir des services publics nécessaires aux Canadiens dans tous les grands secteurs – municipalités, santé, éducation, transport, énergie et services sociaux, pour ne nommer que ceux-là – c'est ce que font chaque jour les centaines de milliers de membres du SCFP. Et, au cours de l'année qui vient, le syndicat luttera pour le maintien public de ces services et de leur prestation.

Le président national,



Paul Moist

Le secrétaire-trésorier national,



Claude Généreux

Les services doivent rester publics

Le contexte économique

Le Canada, tout comme le reste du monde, commence à sortir d'une grave récession, due en très grande partie au « système de libre marché » : déréglementation, spéculation financière débridée et système économique de plus en plus déséquilibré, sans compter les profits croissants des entreprises par rapport à une augmentation salariale réelle très lente.

À l'automne 2009, près de 1,6 million de Canadiens étaient sans travail, 400 000 de plus que l'année précédente. Des milliards de dollars perdus dans les caisses de retraite des travailleurs n'avaient toujours pas été retrouvés et les ménages canadiens étaient fortement endettés.

Grâce à la faiblesse record des taux d'intérêt et aux dépenses publiques réalisées en 2009 dans le cadre des mesures de stimulation, notre économie a repris de la vigueur et commencé à sortir de la récession. Mais, à la fin de 2009, les gouvernements canadiens commençaient déjà à subir des pressions pour revenir aux comportements d'avant la récession – baisse d'impôts pour les entreprises, compressions dans le secteur public, privatisation, sous-traitance et partenariats public-privé. De telles mesures rendront la situation bien pire pour les familles et les individus du Canada, surtout les plus vulnérables.

Le SCFP continuera, avec ses alliés, à être à l'avant-plan de la lutte contre ces « restrictions » mal avisées imposées au secteur public et contre les compressions dans les dépenses publiques motivées par des intérêts politiques. Les Canadiens vivent un immense stress financier et ils auront plus que jamais besoin de leurs services publics. Le SCFP sera là pour les protéger.





Compressions budgétaires

Au Canada, certains gouvernements profitent déjà de la situation économique pour s'en prendre au financement des services publics :

- En septembre, le budget de la Colombie-Britannique supprimait des emplois, réduisait les services destinés à ceux qui en ont le plus besoin et maintenait le cap établi par les libéraux de la C.-B., c'est-à-dire l'imposition d'une plus grande partie du fardeau fiscal aux familles des travailleurs plutôt qu'aux riches. Le SCFP-C.B. a mené une vigoureuse campagne pour dénoncer les promesses électorales brisées des libéraux et exiger une fiscalité équitable et la restauration de services publics vitaux.
- Lorsque le district scolaire Eastern a annoncé son intention de fermer 11 écoles rurales, le SCFP-Î.-P.-É. a mené une campagne pour sauver ces petites écoles. Le lobbying entrepris par l'Alliance rurale et les membres du SCFP a contribué à garder trois des écoles ouvertes.
- Au Nouveau-Brunswick, le budget provincial de mars 2009 penchait pour un système fiscal régressif, éliminait 700 emplois et réduisait les heures de travail de beaucoup de travailleurs du secteur public. En outre, le gouvernement tente de convaincre les syndicats d'accepter un gel salarial de deux ans, contournant ainsi le processus de négociation collective. Le Conseil des foyers de soins infirmiers du Nouveau-Brunswick résiste à cette attaque contre la libre négociation. Tout l'été, les membres de la section locale 2745 du SCFP, personnel de soutien de l'éducation, ont mené une campagne qui a porté ses fruits puisque le gouvernement a annoncé qu'il investirait 2,9 millions de dollars dans les classes.

Privatisation et sous-traitance

La vigilance et les efforts constants ont permis d'éviter la privatisation et de rapatrier à l'interne plusieurs contrats de travail :

- Le lobbying de la section locale 504 et une recherche ciblée du SCFP sur les coûts comparatifs de la sous-traitance ont réussi à convaincre la Ville de Peterborough de renoncer à son projet de sous-traitance des services de collecte des déchets solides.
- Le comté de Prince Edward, en Ontario, a discrètement abandonné son projet de privatisation d'une nouvelle usine de traitement des eaux usées. Les coûts initiaux étaient trop élevés et le coût d'exploitation annuel aurait été deux fois plus élevé qu'une exploitation publique directe.
- La réaction rapide des membres de la section locale 105 du SCFP a permis de garder publics le site d'enfouissement et le centre de recyclage des îles de la Reine-Charlotte. Leur campagne persistante a convaincu les administrateurs de garder le service public et le journal communautaire a souligné que le SCFP s'était « exprimé avec vigueur contre la sous-traitance ».

- Par une résolution unanime, le conseil municipal de West Nipissing, dans le Nord de l'Ontario a pris une bonne décision cet été en votant en faveur du maintien dans la collectivité des services ambulanciers locaux.
- Dès qu'ils ont entendu parler de la privatisation possible du centre de réadaptation des travailleurs accidentés du Nouveau-Brunswick, les membres de la section locale 946 du SCFP (personnel administratif) ont entrepris une campagne qui a persuadé Travail sécuritaire NB de garder le centre public.
- Le gouvernement albertain a annulé la privatisation du financement et de l'exploitation de quatre nouvelles écoles secondaires. La province avait soutenu que la privatisation permettrait d'économiser grâce à une conception standardisée des édifices pour toutes les écoles. Mais cette méthode uniforme donnait lieu à des installations

rigides qui ne pouvaient pas répondre aux besoins des quartiers et des communautés.

Patience et persistance ont payé :

- Pendant cinq ans, les membres de la section locale 4728 du SCFP de Grand Forks, en Colombie-Britannique, ont défendu la collecte publique des déchets solides, du recyclage et des résidus de jardin compostables. En novembre, la Ville a voté à l'unanimité en faveur du retour à l'interne de ces services.
- Les membres de la section locale 825 du SCFP de Port Moody ont célébré le rapatriement à l'interne des services de collecte des déchets solides après dix années de sous-traitance. La section locale a organisé un petit déjeuner aux crêpes et montré les nouveaux camions acquis au début de juillet.

Partenariats public-privé (PPP)

Par l'éducation, l'édification de coalitions et un travail acharné, le SCFP a fait reculer les PPP :



- Après des mois d'efforts déployés par les membres de la section locale 4750 du SCFP au service de la municipalité, le conseil municipal de Beloeil a voté à l'unanimité en faveur de l'abandon de son projet de centre sportif en PPP et de toutes les procédures reliées au PPP. Communiqués de presse, lettres ouvertes, dépliants, manifestations, publicités, le SCFP n'a ménagé aucun moyen pour informer la population.
- Le SCFP-Ontario et les sections locales 1785 et 1764 se sont jointes à Prevent Cancer Now, au Conseil de l'environnement des TCA de la région de Durham, au Conseil du travail régional de Durham et à d'autres groupes communautaires pour lutter contre un PPP projeté pour un incinérateur de la région de Durham.



Sanjit Rehal

Sanjit Rehal, de la section locale 4400 du SCFP à Toronto, a été encouragée par sa participation à la Conférence nationale sur les négociations pour l'égalité des femmes : « Nous avons pu partager notre expérience et apprendre des stratégies et des techniques que nous pourrions utiliser dans nos propres sections locales. »

Doug Jackson, président de la section locale 4864 du SCFP, est l'un des nouveaux membres accrédités à la John Howard Society de Terre-Neuve-et-Labrador : « Est-ce que ça vaut la peine d'adhérer au SCFP? Absolument! Les gens peuvent compter sur quelqu'un pour les défendre. »



- Le gouvernement libéral du Nouveau-Brunswick a décidé d'avoir recours à un partenariat public-privé pour terminer l'élargissement de la Route 1 de St. Stephen à Saint-Jean. La section locale 1190 du SCFP, qui représente les travailleurs de la voirie, a entrepris une campagne pour faire connaître à la population le vrai coût de ce projet en PPP.
- À peine neuf mois après avoir créé un secrétariat des PPP, le gouvernement de droite de la Saskatchewan y renonce. Le SCFP-Saskatchewan a joué un rôle de premier plan dans la sensibilisation du public aux méfaits des partenariats public-privé. Le sous-ministre de l'Éducation a même choisi une réunion des travailleurs scolaires du SCFP à Regina en novembre pour annoncer qu'il n'y aurait pas d'écoles en PPP en Saskatchewan.

L'information est un autre outil important dans la bataille contre les PPP. Le SCFP effectue ses propres recherches en plus d'étudier d'autres rapports sur les partenariats public-privé :

- Le SCFP-C.B. a publié un rapport rédigé par les juricomptables de renom Ron Parks et Rosanne Terhart en janvier, et un autre en novembre, de Marvin Shaffer, économiste respecté. Les rapports disent clairement que les méthodes utilisées par Partnerships BC – l'agence gouvernementale qui fait la promotion des PPP – pour évaluer si des

projets doivent être publics ou en PPP, sont trompeuses et que les contribuables se font arnaquer par les PPP.

- Dans son rapport, le vérificateur général du Québec a sévèrement critiqué l'Agence québécoise des PPP, qui aurait considérablement sous-estimé les coûts de ses PPP. Une campagne énergique menée par le SCFP-Québec, en collaboration avec d'autres groupes, a dénoncé les coûts élevés des PPP de la province et leurs nombreuses autres lacunes. La province a fini par changer de cap et a abandonné de nombreux projets de PPP.
- Le vérificateur de la Ville de Montréal a publié un rapport accablant qui a sonné le glas d'un contrat en PPP pour l'installation de compteurs d'eau. Les travailleurs municipaux, membres de la section locale 301 du SCFP, auraient pu faire une partie du travail à l'interne, mais la Ville a plutôt choisi de payer pour former et accréditer des centaines de plombiers provenant d'entreprises privées. Un immense scandale a éclaté pendant la campagne électorale municipale à Montréal et le contrat a finalement été annulé.
- Le rapport sur les PPP rédigé par l'économiste Hugh Mackenzie pour le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario (CSHO-SCFP) montre que le financement en PPP coûtait 83 pour cent de plus que le financement public en juin 2009. Autrement dit, les gouvernements disposeront de 83 pour cent plus d'argent pour des projets d'infrastructure publique s'ils n'ont pas recours aux PPP.



LE CLIMAT, C'EST
AUSSI L'EAU !

CLIMATE JUSTICE IS
WATER JUSTICE!

LES PEUP
VEULENT

LES OF CANADA
DEMAND ACTION



Point de mire sur l'eau publique

En étroite collaboration avec l'Institut Polaris et le Conseil des Canadiens, le SCFP mène des campagnes locales et régionales pour inciter les municipalités, les conseils scolaires et d'autres organismes locaux à offrir de l'eau du robinet plutôt que de l'eau embouteillée.

- Le SCFP national et le Conseil des Canadiens ont lancé le « Projet des collectivités bleues » afin de fournir aux leaders et aux militants communautaires les outils voulus pour résister aux partenariats public-privé, promouvoir le droit à l'eau au niveau local et interdire la vente d'eau embouteillée dans les endroits publics. Le SCFP a notamment organisé les activités locales et régionales suivantes : une campagne en faveur de l'eau du robinet en Nouvelle-Écosse, une tournée intitulée « Unbottle it! » (Non à la bouteille) pour transmettre un message en faveur de l'eau du robinet en Ontario, une campagne de la section locale 241 (cols bleus de Guelph) menée avec l'employeur afin de produire et distribuer des bouteilles de qualité en acier inoxydable pour boire l'eau publique et une campagne de la section locale 500 pour garder publics les services d'eau de Winnipeg.
 - Pour la Journée mondiale de l'eau, les militants de tout le pays ont levé leur verre à l'eau publique, accordé publiquement leur appui à l'eau du robinet et fait pression sur les administrations locales pour qu'elles cessent d'acheter et d'offrir de l'eau embouteillée dans leurs établissements ou aux activités qu'elles organisent.
 - La Fédération canadienne des municipalités a fermement appuyé l'eau du robinet en adoptant une résolution, proposée par les villes de Toronto et de London, qui invitait les villes et villages canadiens à renoncer graduellement à la vente et à l'achat d'eau embouteillée, comme le font déjà Toronto et London.
- Des rassemblements avec d'autres défenseurs de l'eau ont incité les membres du SCFP à s'engager et à s'informer davantage sur le dossier de l'eau :
- En mars, le SCFP s'est joint à des syndicalistes et à des militants du monde entier pour s'opposer au 5^e Forum mondial de l'eau tenu à Istanbul, en Turquie. Comme membre de la délégation de l'Internationale des Services Publics, le SCFP a aidé à dénoncer les objectifs de privatisation du forum et ajouté la voix du mouvement syndical canadien à toutes celles qui réclament que les politiques de l'eau soient décidées de manière transparente, ouverte et participative.
 - Le SCFP national et le Conseil des Canadiens ont organisé un « Sommet bleu » de deux jours pour discuter des problèmes de ressources et de systèmes publics des eaux, en plus de faire ressortir les leçons apprises dans le cadre de campagnes victorieuses. La conférence a eu lieu à Ottawa, en novembre, pour souligner le 10^e anniversaire de la fondation de la coalition Eaux aguets. Elle a attiré plus de 300 participants de tout le pays, dont un groupe de plus de 80 délégués du SCFP de chaque province et des invités internationaux.

Le SCFP grandit

Le contexte économique

Malgré le récent ralentissement économique, la dernière décennie a connu une croissance relativement forte de l'économie et de l'emploi. Elle a aussi été une période de reconstruction du secteur public après les importantes compressions des années 90. Dans le secteur public, l'emploi a crû à un rythme moyen de plus de deux pour cent par année de 1999 à 2009, ce qui est le double du taux moyen des trois décennies précédentes. L'effectif du SCFP a grandi encore plus rapidement – de presque deux et demi pour cent au cours de la dernière décennie. Mais même si la récession s'estompe graduellement, la croissance du secteur public ne se maintiendra pas au même rythme.

Nous sommes de loin le plus grand syndicat du Canada, avec nos 600 000 membres d'un océan à l'autre. Nous sommes le premier syndicat au pays à atteindre ce niveau! Une grande majorité de nos membres travaillent directement dans le secteur public ou pour des organisations sans but lucratif, et les autres sont au service d'entreprises à but lucratif du secteur privé.



L'accueil de nouveaux membres

La représentation des travailleurs et la défense de leurs droits prennent une importance accrue pendant un ralentissement économique. Le SCFP continue à recruter et à s'ouvrir aux travailleurs des collectivités de tout le pays.

Nous avons notamment connu de beaux succès dans les secteurs de la santé et des services sociaux :

- Des travailleurs d'établissements de soins de longue durée de tout le Canada sont devenus membres de notre syndicat : en Nouvelle-Écosse, à Parkland at the Lakes, Celtic Court Nursing Home et Bissett Court; au Nouveau-Brunswick, Kings Way Care Center; en Ontario, Casselholme East Nipissing et Oakpark Retirement Community; au Manitoba, un nouveau groupe de travailleurs du foyers de soins personnels de River East; en Alberta, Wood's Homes; et beaucoup de nouveaux membres du SEH des foyers Just Care (Eden), Ayre Manor, Osprey Care (The Hamlets), Sunridge, Nicola Valley Seniors Residence, Williams Lake Seniors Village, The Renaissance Resort,

The Hamlets Penticton, Heritage House (Victoria) et Kamloops Seniors Village.

- La section locale 4953 a réalisé un gain important en recrutant 284 travailleurs de bureau, techniques, professionnels et administratifs du Centre de santé et des services sociaux d'Arthabaska-et-de-l'Érable au Québec.
- D'autres travailleurs des services sociaux ont aussi joint les rangs du SCFP cette année : en Nouvelle-Écosse, tout le personnel de Summer Street Industries; au Nouveau-Brunswick, les travailleurs des services de soutien à domicile de C.M.B. Geriatrics et de Soins à domicile Bayshore; en Ontario, les éducatrices de la garderie Abigail Learning Centre, le personnel de l'établissement de soins de longue durée de l'Armée du Salut de Harbour Light Centre, le personnel à temps partiel de la Société d'aide à l'enfance de Hamilton, le personnel de soutien de l'Alliance for South Asian Aids Prevention, les chauffeurs de la Croix-Rouge canadienne (Région de Peel), le personnel de la garderie Treetop, les travailleurs sociaux de la Société d'aide à l'enfance de Hastings, les travailleurs communautaires du centre Christie Ossington et les travailleurs sociaux du centre de désintoxication Women's Own Detox Centre; et, en Colombie-Britannique, les membres du SEH qui offrent des services de soutien au centre Well Being (Waverly & Langley) et au Czorny Alzheimer Centre.

Nous avons aussi remporté d'importantes victoires dans le secteur des bibliothèques, l'une dans l'est et l'autre dans l'ouest :

- La Commission des relations de travail de Terre-Neuve-et-Labrador a décidé que 135 bibliothécaires suppléants travaillant dans les bibliothèques communautaires de la province étaient désormais membres de la section locale 2329 du SCFP.
- Les 115 travailleurs de la bibliothèque publique du district de Vancouver Nord se sont joints à la section locale 389 du SCFP et ont obtenu leur première convention collective en 2009.



Soutien spécial du SCFP national

Nombre de causes judiciaires et d'arbitrages appuyés	71
Valeur en dollars des causes judiciaires et des arbitrages appuyés	1 910 500 \$
Valeur en dollars des dépenses consacrées aux initiatives stratégiques	2 223 400 \$
Nombre de campagnes à frais partagés soutenues	70
Valeur totale en dollars des campagnes à frais partagés soutenues	1 800 800 \$
Valeur totale en dollars des campagnes anti-privatisation soutenues	2 802 650 \$

Voici quelques gains obtenus de haute lutte en 2009 :

- **Municipalités** : Notre gain le plus important a été à la Ville de Gatineau, où 130 membres des services aquatiques se sont joints à la section locale 4881 du SCFP. D'autres travailleurs municipaux ont aussi adhéré au SCFP : le personnel de la gestion des déchets de Scotia Recycling en Nouvelle-Écosse; le personnel de la municipalité de La Doré, les gens des métiers de la municipalité de Sainte-Brigitte-de-Laval, le personnel de bureau et les gens des métiers de la municipalité de Lacolle et le personnel de bureau de la municipalité régionale de comté de Minganie, au Québec; le personnel de la Ville d'Arnprior, les cols bleus de la Ville de Penetanguishene et le personnel du canton de Machar, en Ontario; et le personnel de la SPCA de Quesnel et du district, en Colombie-Britannique.
- **Éducation postsecondaire** : Les 276 membres du personnel opérationnel du College of New Caledonia dans la région centre-nord de la Colombie-Britannique se sont joints à la section locale 4951 du SCFP. Dans ce même secteur, le SCFP a aussi accueilli le personnel de soutien administratif et les techniciens de recherche de l'Université du Québec à Chicoutimi et le personnel de la coopérative alimentaire de l'Université de Sherbrooke; le personnel de la fédération des étudiantes et étudiants de l'Université d'Ottawa; et les aides-enseignants de l'Université de Victoria.
- **Maternelle à la 12^e année** : Les 284 membres du personnel occasionnel et suppléant du conseil scolaire catholique de Victoria Northumberland Clarington à Peterborough ont adhéré à la section locale 1453 du SCFP cette année; aussi en Ontario, le personnel du conseil scolaire catholique du district Huron-Perth a adhéré au

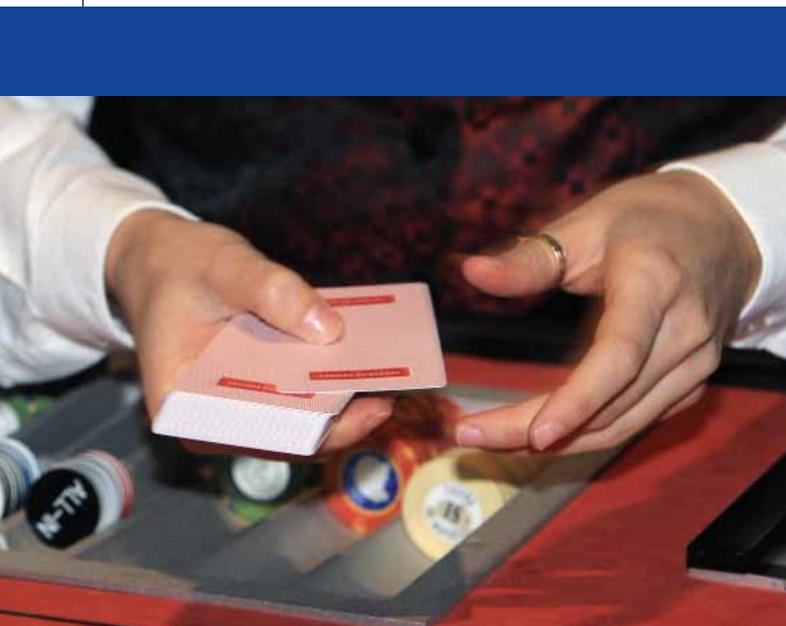
syndicat. D'importants gains ont été réalisés en Alberta, avec l'accueil de 150 chauffeurs d'autobus de la division scolaire de Peace View à la section locale 4946 du SCFP et de 180 membres du personnel de bureau, aides-enseignants et bibliothécaires de la division scolaire de Foothills à la section locale 40. En outre, le personnel autochtone de la division scolaire no 79 en Colombie-Britannique est devenu membre de notre syndicat.

- **Santé** : Beaucoup de nouveaux membres ont été recrutés dans le secteur de la santé : en Alberta, les ambulanciers paramédicaux des SMU de Vegreville; au SEH, les gardes de sécurité d'Intercon Security à la régie sanitaire Fraser, le personnel de Pro Vita Contractor (Murrayville et Brookwood) et les préposés de la salle d'urgence de l'hôpital de Powell River; et, en Ontario, le personnel de soutien d'Aids Niagara et le personnel de soutien à temps partiel et occasionnel de l'hôpital Joseph Brant Memorial.
- **Autres nouveaux membres** : Au Québec, nous avons recruté les chauffeurs d'autobus interurbains de Veolia Transport et, comme les consœurs et confrères des casinos de Montréal et de Lac-Leamy, les croupiers du casino Mont-Tremblant. Nous avons aussi accueilli les gardes de sécurité du G4S de Medicine Hat et le personnel du Musée Red Deer en Alberta, ainsi que les constables spéciaux de la Commission des transports de Toronto, en Ontario.

Nouveaux édifices du SCFP

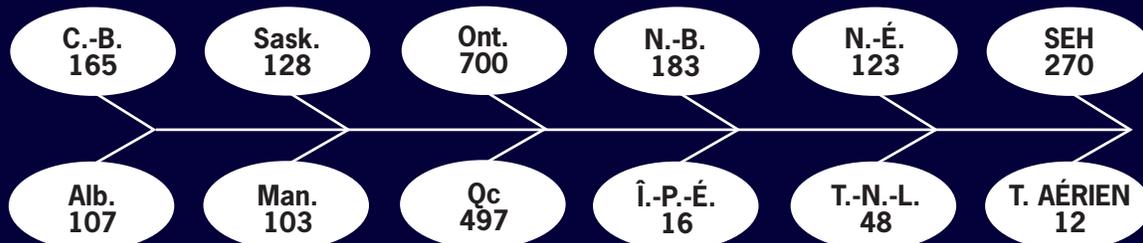
Entre autres activités stratégiques, nous avons accru le nombre de bureaux que nous possédons et nous avons eu recours à des pratiques plus écologiques dans toutes nos nouvelles constructions ou dans les rénovations apportées à nos édifices existants.

En 2009, nous possédions nos bureaux (ou avions des contrats de location-achat dans le cas du Québec) à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard; Dartmouth, en Nouvelle-Écosse; Moncton, Saint-Jean, Fredericton et Edmunston, au Nouveau-Brunswick; Baie Comeau, Rimouski, Saguenay, Québec, Sherbrooke, Montréal, Gatineau et Rouyn-Noranda, au Québec; Cornwall, Ottawa et Kingston, en Ontario; Brandon, au Manitoba; Regina et Saskatoon, en Saskatchewan; et Trail, Cranbrook et Comox, en Colombie-Britannique. De plus, nous avons des projets de nouveaux bureaux en cours à Toronto, en Ontario, et à Victoria, en Colombie-Britannique.



Quelques chiffres au SCFP en 2009

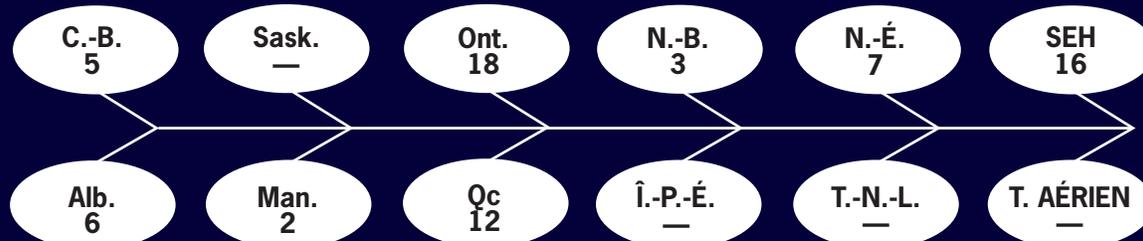
Sections locales



Total

2 352

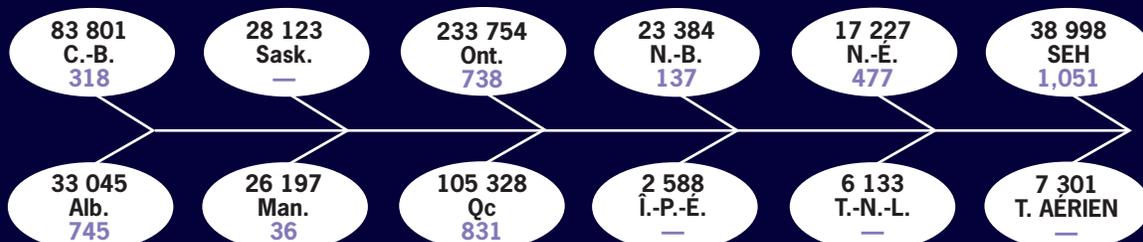
Nouvelles accréditations



Total

69

Nombre de membres



Total

605 879

Membres dans les nouvelles accréditations

4 333

Plus grandes sections locales

T.-N.-L.	SCFP 488 1 377 membres de Western Health Care
N.-É.	SCFP 2525 1 434 membres de l'Association de santé du district
Î.-P.-É.	SCFP 805 525 membres de l'hôpital Queen Elizabeth
N.-B.	SCFP 2745 2 506 membres des conseils scolaires du N.-B.
Qc	SCFP 1500 6 024 membres à Hydro-Québec
Ont.	SCFP 79 17 437 membres de la Ville de Toronto (cols blancs)
Man.	SCFP 500 4 688 membres de la Ville de Winnipeg
Sask.	SCFP 3967 5 095 membres de la régie de la santé de Regina
Alb.	SCFP 38 4 543 membres de la Ville de Calgary (cols blancs)
C.-B.	SCFP 15 8 176 membres de la Ville de Vancouver

Négociations

	Conventions collectives		
	ouvertes en janvier 2009	réglées en 2009	ouvertes à la fin de décembre 2009
T.-N.-L.	—	—	—
N.-É.	55	21	131
Î.-P.-É.	—	—	—
N.-B.	101	27	177
Qc	180	53	271
Ont.	348	284	560
Man.	94	75	99
Sask.	113	24	107
Alb.	73	62	89
B.-C.	37	33	213
SEH	26	26	15
T. aérien	1	1	12
Total	1 028	606	1 674

Impact financier des membres du SCFP

Total des salaires gagnés	21,5 milliards
Total des impôts payés	3,4 milliards
Total de la TPS payée	600 millions
Total des impôts fonciers payés	540 millions

Développement syndical

Nombre de cours offerts par le DS	863
Nombre de membres qui ont assisté aux cours du DS	11 932

Site Web du SCFP

Nombre de visites	858 429
Nombre de pages visionnées	2 364 969

Négocier quand les temps sont durs...

Le contexte économique

De plus en plus, les employeurs des secteurs privé et public invoquent le ralentissement économique pour réduire les avantages sociaux et imposer des concessions aux travailleurs à la table de négociation, même s'ils ne sont pas en difficulté financière et même s'ils réalisent des profits. Dans d'autres cas, les employeurs subissent de réelles pressions causées par les compressions dans le financement public et le tarissement des sources privées sur lesquelles ils doivent de plus en plus compter.

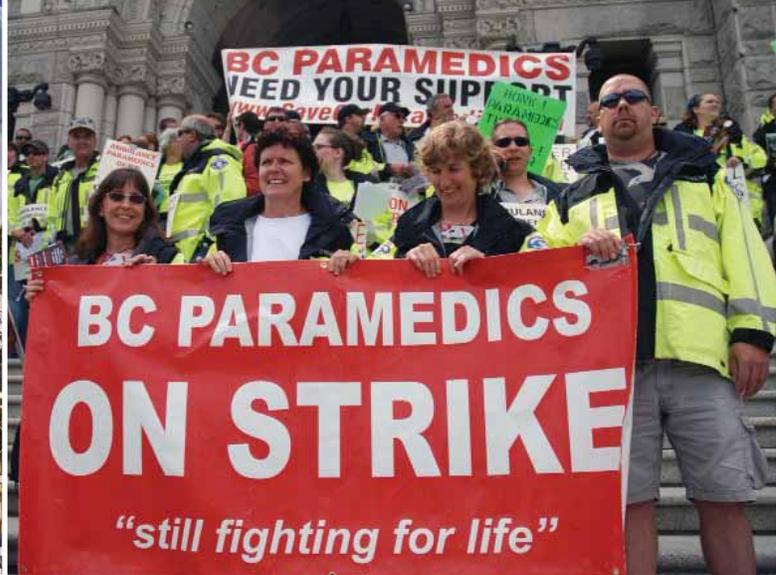
En même temps, cette situation économique entraîne une demande accrue pour les services fournis par les membres du SCFP : services communautaires et municipaux, services de santé et services sociaux, et services d'éducation postsecondaire.

La crise financière a fait disparaître des centaines de milliards de dollars de la valeur au marché des régimes privés d'épargne-retraite et des régimes de retraite au travail. Elle a aussi montré la sécurité offerte par les régimes de retraite à prestations déterminées, comme le Régime de pensions du Canada et le Régime des rentes du Québec. La bourse peut toujours s'effondrer et l'économie ralentir de nouveau, et les régimes de retraite au travail continueront d'être à risque si les gouvernements n'imposent pas une réglementation beaucoup plus stricte aux marchés financiers, en plus d'élargir et de renforcer le système public de régimes de retraite.

À la table

Les travailleurs des SMU ont été au cœur de l'action dans bon nombre de régions cette année :

- Le gouvernement libéral de la Colombie-Britannique a adopté la loi 21 (*Loi sur les conventions collectives dans les services ambulanciers*) qui a mis fin à une grève de sept mois et imposé de nouvelles conditions de travail aux 3 500 ambulanciers paramédicaux de la province. Dans ce que l'on peut qualifier de première honteuse dans l'histoire syndicale canadienne, la loi 21 a été adoptée pendant que les membres du syndicat votaient sur la dernière offre du gouvernement, et ce même s'ils respectaient les ordonnances relatives aux services essentiels et qu'ils avaient continué à travailler pendant le conflit.
- Mettant fin à une lutte qui durait depuis plus de trois ans, 40 répondants médicaux d'urgence, membres de la section locale 3642 du SCFP, ont remporté une victoire renversante en obtenant des gains salariaux correctifs importants et la reconnaissance longtemps attendue de leurs difficiles conditions de travail, et ce malgré un cadre financier imposé par le gouvernement du Québec aux employés du secteur public et parapublic depuis 2007.
- Plus de 300 ambulanciers paramédicaux, travailleurs de la santé et leurs sympathisants se sont rassemblés devant la législature albertaine pour protester contre une mesure du gouvernement conservateur qui les obligeait à adhérer à un autre syndicat et qui affaiblissait leur régime de retraite. Au moment de rédiger le présent rapport, nous attendions toujours la décision de la Commission des relations de travail dans plusieurs contestations judiciaires.



Nous avons remporté des gains importants pour les travailleurs à temps partiel et occasionnels :

- Après avoir mené une campagne énergique, les chargés de cours de l'Université de Toronto (section locale 3902, Unité 3) ont été soulagés d'avoir pu éviter à leurs étudiants les désagréments d'une grève. Les travailleurs étaient préoccupés par la qualité de l'éducation et par les conditions d'enseignement.
- Les travailleuses des bibliothèques publiques de Toronto (section locale 4948) ont pu décrocher des gains historiques au chapitre des congés de grossesse et parentaux, en plus d'obtenir une division plus équitable du coût des avantages sociaux pour les employées à temps partiel. Ces gains sont particulièrement significatifs pour un lieu de travail majoritairement féminin dans une unité de négociation formée de près de 50 pour cent de travailleuses à temps partiel.
- Sur l'île de Montréal, la section locale 429 a renouvelé en 2009 cinq conventions collectives avec cinq municipalités. La très grande majorité de ces cols blancs étaient sans contrat de travail depuis le 30 juin 2006. Le SCFP a obtenu l'une de ses demandes les plus importantes : la parité en matière de congés et d'augmentations salariales entre les employés temporaires et à temps plein.

- Après 25 ans d'efforts, le SCFP a enfin obtenu, en 2009, une décision mettant fin à l'exclusion des employés soi-disant « occasionnels » de la protection syndicale au Nouveau-Brunswick. En effet, une loi vieille de 40 ans empêchait les employés occasionnels – surtout des femmes dans la fonction publique – d'adhérer aux unités de négociation du SCFP. Mais la Cour du Nouveau-Brunswick a jugé que les pratiques de l'employeur visant les occasionnelles étaient « flagrantes » et que ces employées constituaient un groupe vulnérable qui avait droit à la liberté d'association et aux protections prévues dans la Charte. Le gouvernement n'en appellera pas de la décision.

Certains gouvernements et autres employeurs montrent leur manque de respect pour la négociation collective en minant le processus et ses résultats, même lorsque nous ne sommes pas encore à la table :

- La loi sur les services essentiels adoptée en Saskatchewan en mai oblige les syndicats du secteur public – santé, municipalités, universités et autres – à négocier des ententes sur les services essentiels *avant* de négocier leurs conventions collectives.
- Sans convention collective depuis plus de deux ans, les cols bleus de Montréal ont organisé deux journées de grève cet automne pour parler directement au public de leur situation précaire.



- Le 29 janvier, après une grève de 85 jours – la plus longue de toute l'histoire des universités canadiennes anglophones – les membres de la section locale 3903 (Université York) ont été forcés de rentrer au travail. Malgré l'intervention du gouvernement McGuinty, le SCFP a obtenu un règlement sur plusieurs des points en litige grâce à la médiation.
- Au printemps, le personnel des foyers de soins infirmiers, représenté par le Conseil des syndicats des foyers de soins infirmiers du Nouveau-Brunswick, a ratifié avec l'Association des foyers de soins infirmiers du Nouveau-Brunswick une entente comprenant de modestes hausses salariales. Depuis, le gouvernement provincial tente d'obliger les membres du SCFP à accepter un gel salarial de deux ans. En réponse, ceux-ci ont amorcé une campagne publique et déposé une plainte pour négociations de mauvaise foi devant la Commission du travail et de l'emploi du Nouveau-Brunswick.
- Par ailleurs, les tactiques dilatoires de la région régionale de la santé d'Assiniboine, au Manitoba, ont permis aux membres de la section locale 4593 non seulement de gagner un arbitrage sur la question des congés annuels, mais aussi de recevoir des dommages-intérêts à cause des retards causés par l'employeur.

Et parfois, nous n'avons d'autre choix que de faire la grève :

- Le 23 juillet 2009, 1 800 travailleurs municipaux de la Ville de Windsor (sections locales 82 et 543) ont mis fin à leur difficile grève après 101 jours. L'employeur a provoqué la grève en exigeant des concessions et en blâmant les travailleurs pour la récession. Maintenant, les membres du SCFP s'efforcent de rebâtir l'esprit de cette communauté malmenée par les attaques du maire et du conseil contre les travailleurs.

- Malgré la récession, les travailleurs de la Ville de Toronto – en tout, 24 000 membres des sections locales 79 et 416 – ont résisté aux concessions en menant une dure grève qui s'est poursuivie une bonne partie de l'été. Pendant presque sept semaines, ils se sont tenus debout contre un employeur municipal bien décidé à réécrire leurs conventions collectives en invoquant la faiblesse de l'économie. Ils ont aussi accru leur solidarité en coordonnant leurs négociations et en participant à leurs piquets de grève respectifs.

Les évaluations d'emploi assurent l'équilibre :

- En Ontario, les membres de la section locale 966 du SCFP ont remporté une victoire de 1,6 million de dollars en matière d'équité salariale. Ces 700 braves employées (ce sont surtout des femmes) des soins infirmiers, des soins personnels et d'autres catégories connexes qui travaillent dans les établissements de soins de longue durée gérés par la région de Peel, en Ontario, luttent contre l'injustice depuis plus de 15 ans. Elles ont enfin obtenu une paie rétroactive – mais seulement jusqu'en 2003. Elles continuent à lutter pour recevoir les millions de dollars qui leur sont dus après 2003 et pour que leur programme d'équité salariale inclue aussi les travailleuses des nouveaux établissements.
- Après dix années de lobbying, les personnes, syndicats et organisations formant la Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick ont enfin obtenu une nouvelle *Loi sur l'équité salariale*. Et le gouvernement s'est engagé à accorder une aide financière à cinq groupes de travailleuses du secteur privé – garderies, soins à domicile, foyers de soins infirmiers, foyers de transition et résidences communautaires, dont certaines sont membres du SCFP – afin qu'elles obtiennent l'équité salariale.





Joanne Webb

Joanne Webb, membre du Conseil national autochtone et de la section locale 4800 du SCFP de Hamilton, en Ontario : « Comme femme autochtone, je suis très fière d'affirmer que le SCFP a accordé la priorité aux enjeux propres aux femmes. »

Par les négociations, les campagnes publiques et les contestations judiciaires, le SCFP lutte pour protéger les droits des travailleurs :

- Un important débat législatif sur la portée des dispositions anti-briseurs de grève enchâssées dans le *Code du travail* du Québec, déclenché par le lock-out au *Journal de Québec*, reste non résolu. À la fin de 2008, la Commission des relations du travail (CRT) concluait que Quebecor/Sun Media avait eu recours à des travailleurs illégaux pendant le lock-out de 2008. En septembre 2009, la Cour supérieure renversait la décision de la CRT. Toutefois, quelques semaines plus tard, la Cour d'appel confirmait que la question serait réglée par un tribunal de trois juges.
- Lorsque Hydro-Québec a annoncé son intention d'abolir des postes au service à la clientèle, le Syndicat des employé-e-s de techniques professionnelles et de bureau (section locale 2000) a réagi vigoureusement en dénonçant cette décision arbitraire dans le cadre d'une campagne menée dans les journaux, à la radio, à l'Assemblée nationale et pendant une rencontre avec le ministre responsable.
- La section locale 3906, formée de plus de 2 500 aides-enseignants, chargés de cours et, maintenant, boursiers postdoctoraux de l'Université McMaster, a obtenu une première convention collective pour 130 étudiants au post-doctorat, une première au Canada. Ce contrat devrait ouvrir la voie à la syndicalisation des post-doctorants de tout le pays.

Point de mire sur les régimes de retraite

L'une des leçons que nous aurons tirées du ralentissement économique aura été l'importance des régimes de retraite du secteur public. Le but du SCFP, c'est que chaque membre du SCFP ait accès à un régime à prestations déterminées et que tous les Canadiens bénéficient d'un régime de retraite. Plusieurs sections locales du SCFP ont réalisé des gains au chapitre des régimes de retraite en 2009 :

- Trois autres sections locales du SCFP (3390, 2605 et 1880.01) ont négocié une participation au régime de retraite multisectoriel du SCFP-UIES en 2009 grâce aux négociations coordonnées, pour un total de 24 sections locales du secteur des AIC participant à ce régime. Après une dure grève de dix semaines, les membres de la section locale 1521.02, Association pour l'intégration communautaire du comté de Lanark, ont obtenu un REER pour tous les membres, y compris ceux qui travaillent à temps partiel.
- Les sections locales 951 et 917 ont déposé une plainte en vertu de la loi sur les normes des prestations de retraite de la Colombie-Britannique car l'Université de Victoria s'octroie des suspensions de cotisation au moins depuis 1993. La décision rendue établit clairement que les employeurs ont l'obligation légale d'informer les travailleurs lorsqu'ils s'accordent une suspension de cotisations et pourrait aussi avoir pour effet de limiter le nombre d'années consécutives au cours desquelles un employeur peut suspendre ses cotisations.
- La section locale 8 a négocié avec succès le régime de retraite des foyers de soins infirmiers et industries connexes (NHRIPP) dans la deuxième année de la convention collective des employés du Wheatland Lodge à Strathmore, en Alberta.
- La section locale 2153, travailleurs sociaux des services à l'enfance et à la famille de Winnipeg, au Manitoba, a remporté une imposante victoire en négociant un régime de retraite à prestations déterminées pour ses membres, y compris les occasionnels.

Point de mire sur les négociations coordonnées

Les efforts consacrés aux négociations coordonnées dans différents secteurs et régions ont aidé les membres et les sections locales du SCFP à profiter de la force que leur confère le grand nombre de membres du syndicat :

- Dans plusieurs secteurs, les négociations coordonnées ont permis aux membres du SCFP de la Colombie-Britannique de réaliser d'importantes percées. Pour appuyer ces efforts, plus de 300 délégués à la conférence sur les négociations provinciales du SCFP-C.-B., tenue en février, ont étudié diverses questions et préoccupations selon des perspectives régionales et sectorielles – et trouvé des stratégies et des enjeux communs pour la prochaine ronde de négociations coordonnées qui se déroulera en 2010. Les 14 000 membres des sections locales des universités de la C.-B. ont depuis mis en place une structure officielle pour partager leurs ressources et dresser un profil du travail des membres. Et quelque 26 000 membres du SCFP du secteur de la maternelle à la 12^e année de la province ont formé un conseil provincial pour coordonner les négociations sectorielles aux chapitres des salaires, des avantages sociaux et des conditions de travail, ce qui est une première pour le secteur.
- Le Conseil de la santé du SCFP a trouvé particulièrement difficile la dernière ronde de négociations menée au nom des 12 600 membres du personnel soignant de la Saskatchewan. Après presque deux ans de négociation, les employeurs exigent toujours des concessions et refusent de bonifier leurs offres salariales. En outre, la loi sur les services essentiels adoptée par le gouvernement du SaskParty au printemps de 2008 prévoit que plus des trois quarts de ces travailleurs de la santé sont essentiels et qu'ils n'ont donc pas le droit de grève, ce que conteste le Conseil devant la Commission des relations de travail. À la fin de 2009, la situation n'était pas encore résolue.
- Au Québec, les négociations sont en cours entre le gouvernement provincial et les syndicats représentant les travailleurs de la santé, des services sociaux et de l'éducation dont les conventions collectives actuelles prennent fin le 31 mars 2010. Tous les syndicats du secteur public se sont regroupés en un seul front commun – le plus important de toute l'histoire du Québec – qui représente 475 000 travailleurs. Quelque 30 000 membres du SCFP sont directement touchés par ces négociations et près de 15 000 autres surveillent de près ce processus de négociation, leurs propres salaires étant souvent basés sur les conditions en vigueur dans le secteur public.
- La détermination du SCFP à appuyer ses membres dans les négociations collectives commence au haut de l'échelle et s'étend dans tout le reste du syndicat. Le congrès de 2009 a réaffirmé notre plan de lutte aux concessions et de défense de la libre négociation collective. Le Service de l'organisation et des services régionaux du SCFP national fournit un soutien aux négociations partout au pays et organise des campagnes de recrutement. Et les dirigeants du SCFP participent aux piquets de grève et aux manifestations publiques, en plus d'écrire des lettres cinglantes aux employeurs récalcitrants.



Jeanne Campeau-Devlin

Jeanne Campeau-Devlin, vice-présidente de la section locale 4881 du SCFP au Centre Aquatique Paul-Pelletier de Gatineau, au Québec : « Par-dessus tout, les syndicats contribuent à garder ouvertes les lignes de communication avec les employeurs pour nous permettre de négocier. Pour moi, c'est là le principal avantage de l'adhésion à un syndicat et la raison pour laquelle j'invite fortement les autres à devenir membres. »

Action politique

Le contexte économique

Même si l'année a été difficile pour de nombreux Canadiens, la récession ne nous a pas frappés trop durement comparativement à beaucoup d'autres pays. Une combinaison de facteurs explique cette chance relative : un secteur des ressources en hausse, un système bancaire plus stable, un bon système public d'assurance hypothécaire, des finances publiques beaucoup plus solides et un plus grand rôle joué par le secteur public dans l'économie.

La crise économique a été causée par l'emballlement de l'économie du secteur privé, mais c'est le secteur public qui a dû venir au secours de cette économie et qui a empêché la récession de se transformer en dépression. Toutefois, avec un endettement des ménages élevé et des taux d'intérêt qui ne peuvent pas descendre plus bas, la reprise sera lente.

Dans ce climat, ce sera grâce à de multiples stratégies – action politique aux élections, formation de coalitions dans les collectivités de tout le pays et création d'occasions qui permettront aux militants du SCFP de partager leur expérience et d'apprendre ensemble – que nous pourrons continuer à protéger les services publics et les droits et avantages des travailleurs, qu'ils soient syndiqués ou non.

Élections

Les membres du SCFP savent que la meilleure façon de protéger les services publics c'est d'élire des gouvernements progressistes :

- Le 9 juin, Darrell Dexter et le NPD ont transformé le paysage politique du Canada Atlantique en formant un solide gouvernement majoritaire en Nouvelle-Écosse. Darrell Dexter a été porté

au pouvoir en remportant 31 des 52 sièges possibles (en plus de gagner un autre siège dans une élection partielle tenue plus tard). Le SCFP a joué un rôle très actif dans la campagne, grâce au travail acharné de plusieurs militants partout dans la province qui ont communiqué directement avec les 16 000 membres du syndicat pour leur expliquer les raisons de l'appui au NPD.

- Aux élections tenues en mai en Colombie-Britannique, deux personnes du SCFP ont été élues pour le NPD : Kathy Corrigan (membre du personnel du SCFP) dans Burnaby-Deer Lake, et Robin Austin (membre de la section locale 2052 du SCFP, réélu) dans Skeena. Sans la campagne téléphonique de membre-à-membre menée par le SCFP-C.-B. pour « faire sortir » le vote, des comtés cruciaux pour le NPD seraient sans doute allés aux libéraux.



- Cinq membres du SCFP ont été candidats aux élections municipales de Terre-Neuve-et-Labrador et deux ont été élus : Bill Wakeley (président de la section locale 1860) a été élu maire de Lewin's Cove et Patrick O'Driscoll (section locale 1560) est devenu conseiller municipal de Bay Bulls.
- Près de 200 militants du SCFP des provinces atlantiques se sont réunis à Moncton en juin pour

participer à la deuxième conférence sur l'action politique des régions des Maritimes et de l'Atlantique. Les délégués ont discuté de l'importance de l'engagement politique des membres du syndicat, en plus de partager leurs idées et leurs stratégies pour faire élire un gouvernement qui accordera la priorité aux besoins des travailleurs et de leurs familles.

Favoriser l'acquisition de connaissances et la force des communautés

Services sociaux :

- Le SCFP national, de concert avec les membres des garderies, militantes et partenaires de coalitions, a organisé des forums et des ateliers publics dans sept provinces en 2009 pour promouvoir les services publics d'éducation de la petite enfance et de garde à l'enfance.
- Le SCFP-Manitoba a entrepris une campagne intitulée « Respect » qui visait à atteindre l'objectif national de négociations établi par le SCFP de 15 \$ l'heure d'ici 2013. Les membres sensibilisent aussi la population à la valeur du travail effectué par les membres des services sociaux et des garderies, en plus de faire pression sur les élus pour obtenir un meilleur financement des organismes.
- Le SCFP-Ontario a organisé, avec la Ontario Coalition for Better Child Care et la Fédération du travail de l'Ontario, une série de concerts gratuits intitulés « Jump Up for Public Child Care » offerts à Ottawa, Sudbury, Thunder Bay, Kingston, Windsor, Toronto et Peterborough.

Santé :

- Le SCFP national est membre de la Coalition canadienne de la santé, qui a mis sur pied une grande campagne pour contrer les efforts déployés par les entreprises de services de santé privatisées à but lucratif pour vendre un système de soins à deux vitesses aux Canadiens.
- Le SCFP national a organisé une tournée sur les infections associées aux milieux de santé et leurs liens avec la sous-traitance des services de nettoyage dans les établissements de soins de santé. Des assemblées publiques ont eu lieu à Regina, en Saskatchewan; à Calgary, en Alberta; à Moncton, au Nouveau-Brunswick; à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard; et à Halifax, en Nouvelle-Écosse.

- Le SCFP national et ses partenaires de coalitions ont organisé une tournée pancanadienne sur les soins de longue durée pour expliquer qu'une meilleure dotation en personnel et de meilleures conditions de travail donnent lieu à des soins de meilleure qualité dans les établissements de soins de longue durée et que la privatisation n'est pas la solution aux problèmes de soins offerts aux personnes âgées.

SIDA :

- Cinquante membres du SCFP et d'autres militants ont participé à une réunion de stratégie de deux jours sur le sida organisée par le SCFP national à Ottawa en mai. Ensemble, ils ont élaboré un plan de travail stratégique pour le SCFP, incluant des politiques, des structures et des ressources à mettre en œuvre au SCFP, en plus d'insister sur l'importance pour le mouvement syndical de participer activement au travail de lobbying et de défense des droits, tant au pays qu'ailleurs dans le monde.

LGBTII :

- Des délégués de plus de 85 pays ont participé à la 2^e Conférence « Workers Out » à Copenhague en juillet, dans le cadre des « Outgames » mondiaux. Une délégation formée de deux membres du Comité national du triangle rose du SCFP – Line Blackburn (section locale 1983, Québec) et Peter DeGroot (section locale 391, Colombie-Britannique) – et de deux membres du personnel national – Joanne Martin et Michael Butler – ont eu le privilège de représenter le syndicat à Copenhague.



Rassemblements autochtones :

- Plus de 70 membres du SCFP, dont des invités de l'Ontario, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique, ont participé au rassemblement inaugural du Conseil autochtone du SCFP-Manitoba en novembre. Les participants ont discuté de l'éventail de défis que doivent relever les travailleurs autochtones, tant au travail qu'au syndicat, comme les différences culturelles, le manque de formation et d'expérience, le sida et la sous-représentation aux postes de leadership, en plus de proposer des moyens que le syndicat peut prendre pour mieux soutenir les membres autochtones au SCFP.
- Le Conseil autochtone du SCFP-Alberta a participé à un événement intitulé « Honoring our Children Pow-Wow » à Calgary, en juin; les membres y ont distribué des documents du SCFP et ont établi des liens avec le comité du Pow-Wow de la nation Siksika.

Rencontres sectorielles :

- La première rencontre nationale du secteur des conseils scolaires a eu lieu à Regina en mars. Le thème de cette rencontre historique était « Allons-y fort! Unis ~ Inspirés ~ Gagnants ». La conférence a attiré près de 300 participants qui ont pu définir les enjeux dont ils voulaient discuter et vivre une expérience positive.
- Une rencontre nationale des membres des services médicaux d'urgence (SMU) a aussi attiré beaucoup de monde. Elle avait été organisée par la section locale 1019 de Niagara Falls, en juin;

20 sections locales de tout le Canada étaient représentées à cette troisième rencontre nationale. Le comité de direction des chefs des SMU s'est joint aux délégués pour discuter de préoccupations communes et chaque section locale a présenté un résumé des activités entreprises dans sa région, ce qui a donné lieu à un riche échange d'idées et de ressources.

- Près de 500 déléguées se sont réunies à Montréal du 10 au 13 février pour participer à la Conférence nationale sur les négociations pour l'égalité des femmes. En partageant des témoignages de négociations réussies, en se dotant de nouveaux outils, en élaborant des stratégies claires et en planifiant les prochaines étapes, elles ont accru leurs capacités de négociation pour faire progresser l'égalité des femmes, tant au travail qu'au syndicat.

Congrès national du SCFP :

- Du 5 au 9 octobre, 2 250 personnes déléguées et suppléants, dont 40 pour cent assistaient à leur tout premier congrès, ont participé à notre 24^e congrès national à Montréal. Nous avons débattu de l'orientation stratégique pour les deux prochaines années et d'autres résolutions, d'intéressants exposés ont suscité la réflexion des membres, nous avons profité d'un formidable programme culturel, nous avons rendu hommage à des militants du SCFP et des membres de différents secteurs et campagnes ont échangé des idées.



Point de mire sur la solidarité internationale

Le SCFP reconnaît aussi l'importance du travail accompli en solidarité avec les consœurs et confrères du reste du monde :

- Avec le Congrès du travail du Canada, d'autres syndicats canadiens et le Nouveau Parti démocratique, le SCFP s'est opposé à la signature de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie par le gouvernement Harper. Nous avons réussi à ralentir la mise en œuvre de l'entente et à attirer l'attention sur les graves violations des droits de la personne perpétrées en Colombie, comme le déplacement forcé d'environ 5 millions de Colombiens dont les terres ont été saisies et les meurtres de plus de 2 500 syndicalistes depuis 1986.
- Sous les regards du monde entier, une délégation du SCFP dirigée par le secrétaire-trésorier national Claude Généreux s'est rendue à Copenhague pour assister à la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques (COP15), du 7 au 18 décembre 2009. Notre délégation était formée des membres du Comité national sur l'environnement Robert Coelho (section locale 3904) et Carolyn Unsworth (SEH), de même que de Charles Fleury (CEN), Nathalie Stringer (Composante Air Transat), Peter Falconer et Dave Shier (tous deux de la section locale 1000) et des membres du personnel du SCFP national Pam Beattie et Matthew Firth. Nos collègues du SCFP ont contribué à l'élaboration d'une stratégie syndicale internationale sur les changements climatiques dans le cadre de la

délégation de 400 membres dirigée par la Confédération syndicale internationale, de même qu'au lobbying des représentants des gouvernements fédéral et provinciaux canadiens. Les délégués du SCFP ont aussi pris part à la conférence organisée par le mouvement syndical danois sur le travail et les changements climatiques et ont assisté au Klimaforum 09, l'équivalent du Sommet populaire sur les changements climatiques qui avait lieu en même temps que la COP15. Le SCFP a aussi joué un rôle actif dans la manifestation du samedi 12 décembre qui a attiré plus de 100 000 personnes de tous les secteurs de la société civile.



Contributions du SCFP national aux causes de justice sociale

Musée canadien des droits de la personne	250 000 \$
Secours d'urgence pour Gaza	10 000 \$
Tremblement de terre en Italie	10 000 \$
Organisations de défense des droits des femmes	100 000 \$
Coalitions communautaires et internationales	172 000 \$

Vers l'avenir

L'engagement du SCFP à l'égard de ses membres a toujours été de réaliser des gains dans toute la mesure du possible, de protéger les conventions collectives contre les concessions, de résister à la privatisation des services publics et de promouvoir ces services et leur prestation publique à chaque occasion. Dans une conjoncture économique difficile, le SCFP est déterminé à utiliser ses ressources et le pouvoir de son effectif pour assurer la force de négociation de ses sections locales et secteurs. Le plus grand syndicat du Canada continuera à promouvoir les services publics, à enrichir nos collectivités et à veiller au respect et à la protection des droits de nos membres. Le SCFP participera aussi au renforcement de l'économie du Canada au cours de l'année qui vient.



Conseil exécutif national

Président national

Paul Moist

Secrétaire-trésorier national

Claude Généreux

Vice-présidences générales

Daniel Légère

Lucie Levasseur

Sid Ryan (jan.-déc. 2009); Fred Hahn (élu en déc. 2009)

Tom Graham

Barry O'Neill

Vice-présidences régionales

Wayne Lucas Terre-Neuve-et-Labrador

Danny Cavanagh Nouvelle-Écosse

Sandy Harding Nouveau-Brunswick

Milo Murray Île-du-Prince-Édouard

Charles Fleury Québec

Nathalie Stringer Québec

Michael Hurley Ontario

Candace Rennick Ontario

Henri Giroux Nord de l'Ontario

Mike Davidson Manitoba

Judy Henley Saskatchewan

Dennis Mol Alberta

Mark Hancock Colombie-Britannique

Ken Robinson Colombie-Britannique

Vice-présidences de la diversité

Yolanda McClean

Brian Barron

2010

L'Année des délégués syndicaux

À Montréal, les membres présents au congrès national ont choisi l'année 2010 pour valoriser leurs délégués syndicaux. Joignez-vous à nous pour saluer le travail quotidien de ces militantes et militants dévoués.

Voici ce que nous réserve l'année des délégués syndicaux :

- Une nouvelle série de cours pour les délégués syndicaux du SCFP
- Une nouvelle épinglette pour les délégués syndicaux
- Un nouveau manuel des délégués syndicaux
- Un point de rencontre des délégués syndicaux aux congrès des divisions, pour se réunir et créer des liens
- Une rubrique des délégués syndicaux sur le site Web du SCFP
- Des portraits en ligne des délégués syndicaux du SCFP
- Un bulletin électronique destiné aux délégués syndicaux
- Des activités pour les délégués syndicaux dans les divisions, conseils du travail et sections locales



Délégué, ée n. :
Personne qui représente,
protège, milite, propose.
Pierre angulaire du syndicat.